

# **CTR DU 23 JANVIER 2014**

## **Déclaration CGT et SUD sur le point « effectifs-budget »**

Nous avons analysé les documents budgétaires concernant la période 2014 – 2016. Nous ne constatons aucune inflexion des politiques menées depuis plus de dix ans par les gouvernements et les directions de l'Insee successifs.

Le directeur général a reconnu devant l'autorité de la statistique publique qu'il ne dirait « pas [...] que la baisse des effectifs à hauteur d'environ 2 % par an est soutenable sur le long terme ». Pour nous cela fait des années que la situation n'est plus tenable du tout. Cela se voit dans les difficultés à exercer nos missions et dans les conséquences sur les conditions de travail des agents qui les exercent.

Chaque année vos perspectives de baisse des effectifs reviennent à balayer l'équivalent d'une direction régionale de taille moyenne. Encore plus inquiétant nous pouvons lire page 12 du document sur les perspectives d'effectifs « A ce stade concernant 2016, les prévisions de départs en retraite transmises par les DR ne permettent pas d'envisager de recrutements, compte tenu des hypothèses retenues pour le cadrage budgétaire... ». Nous nous opposons résolument à cette politique gouvernementale que vous mettez en œuvre. Au contraire nous proposons de redynamiser les directions régionales par l'apport de missions nouvelles et de nouveaux agents afin de permettre de produire et diffuser une information statistique de qualité au plus près de la demande sociale.

Les déclarations du président de la république sur le nombre de régions confirment nos inquiétudes. Nous leur opposons l'idée d'une statistique publique de proximité pour assurer la production statistique et sa diffusion via des rencontres régulières avec les collectivités territoriales, les associations, le grand public, ....

Aux déclarations des ministres de Bercy sur les mutualisations des fonctions supports au sein du ministère nous opposons le besoin d'une gestion des agents au plus près de leur situation.

La direction travaille sous la contrainte des baisses constantes des effectifs. Les déséquilibres charges - ressources conduisent soit à des transferts soit à des suppressions de travaux et à mettre en concurrence les établissements et les agents. Nous exigeons que le point de départ de la réflexion soient les besoins. Il est possible d'organiser le travail pour que les agents réalisent leurs missions de manière collective et solidaire.

Plus scandaleux encore la direction de l'Insee organise les transferts de travaux ou les suppressions d'effectifs avec comme conséquence des déséquilibres éventuellement inverses entre charge de travail et effectifs ce qui justifie à ses yeux de nouveaux transferts. Les agents et les missions sont pris dans un cercle vicieux.

Ne comptez pas sur nous pour participer à un travail sur le choix des travaux à supprimer ou sur les « moins mauvaises » affectations des baisses d'effectifs.

Pour notre part, avec les agents nous demandons un projet de moyen et long terme qui maintienne une réelle diversité de travaux valorisants, innovants et de qualité dans l'ensemble des sites actuels de l'institut. Ceci passe par une augmentation des budgets et des effectifs pour permettre d'assurer une réponse de qualité à la demande sociale.